

# La gauche n'est majoritaire que dans vingt départements

En douze ans, la gauche a perdu le pouvoir dans plus de la moitié des départements métropolitains. A l'issue des élections cantonales de 1979, elle était majoritaire dans 43 d'entre eux. Après celles de 1982, elle ne l'était plus que dans 36. En 1985, elle tombait à 26, ayant perdu 10 départements (Alpes-de-Haute-Provence, Charente-Maritime, Corrèze, Corse-du-Sud, Eure-et-Loir, Gironde, Indre, Isère, Oise et Var). Toutefois, bien que minoritaire, elle conservait la présidence, au bénéfice de l'âge, dans les Alpes-de-Haute-Provence.

En 1988, elle regagnait la Gironde, mais perdait, également au bénéfice de l'âge, les Alpes-de-Haute-Provence. En 1992, elle devrait reconquérir, toujours au bénéfice de l'âge, la présidence des Alpes-de-Haute-

Provence, mais perd celles de la Dordogne, de la Drôme, du Gers, du Puy-de-Dôme et du Nord. Elle est minoritaire en Haute-Corse, même si elle a l'espoir, en raison de « l'arithmétique politicienne », d'en conserver la présidence.

A égalité dans le Vaucluse, elle verra sans doute la présidence lui échapper au bénéfice de l'âge. Elle ne demeure majoritaire que dans vingt départements : l'Ariège, l'Aude, les Bouches-du-Rhône, les Côtes-d'Armor, la Creuse, le Gard, la Haute-Garonne, la Gironde, l'Hérault, les Landes, le Lot, la Nièvre, le Pas-de-Calais, les Hautes-Pyrénées, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, la Haute-Vienne et le Territoire de Belfort, auxquels s'ajoutent la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, conservés par le PC. Plus de trente parlemen-

taires socialistes, communistes ou radicaux de gauche sont battus. Sombre bilan pour la gauche, comparable à celui de 1985, un an avant sa défaite aux élections législatives.

Des neuf membres du gouvernement engagés dans la bataille, deux - MM. Jack Lang dans le Loir-et-Cher et Jean-Michel Baylet dans le Tarn-et-Garonne - l'avaient emporté au premier tour. Un seul a échoué, M. Jean-Louis Bianco dans les Alpes-de-Haute-Provence. M<sup>me</sup> Edith Cresson est réélue difficilement dans la Vienne avec 51,39 % des voix, soit une baisse de 5,34 points par rapport à 1985. Il en est de même de M. Lionel Jospin en Haute-Garonne : avec 51,03 % des suffrages, le ministre de l'éducation nationale perd 5,68 points par rapport à l'élection partielle de décem-

bre 1988 qui l'avait fait entrer au conseil général. En revanche, dans la Nièvre, M. Pierre Bérégovoy, avec 56,51 % des voix, améliore de 6,43 points son score de 1985. MM. Jacques Mellick dans le Pas-de-Calais (52,81 %), François Doubin dans l'Orne (53,25 %) et surtout Laurent Cathala dans le Val-de-Marne (60,12 %) sont également bien élus.

Avec un taux d'abstention d'environ 38 %, soit près de sept points de plus qu'au premier tour, la participation, nettement supérieure à celle de 1988, qui était une des plus faibles de la V<sup>e</sup> République, est inférieure à celles de 1982 (environ 30 %) et de 1985 (33,76 %), mais elle reste dans une honnête moyenne.

T. F.

## Le temps qui reste

Suite de la première page

L'économie ? Elle se porte mieux que lorsque la gauche est arrivée au pouvoir, ses bases sont plus saines, sa productivité plus forte, ses performances meilleures. Mais ce bilan est masqué, éclipsé même par le poids et le niveau du chômage. Le pays, dans ses profondeurs, est fatigué de la « rigueur » qui lui est imposée, en fait, depuis 1976 ; les salariés le sont du tribut payé au renforcement des entreprises depuis 1983 ; quant aux classes moyennes, elles ont cessé de s'enrichir en vivant à crédit, à compter du moment où les taux d'intérêt ont atteint des sommets.

### Recomposition et décomposition

L'Europe, l'économie : malgré un bilan contrasté, on peut difficilement instruire le procès de la gestion socialiste ; la France n'est pas l'Albanie, contrairement à ce que certains orateurs en mal d'effets de manche pourraient laisser croire.

Reste alors la politique : en lieu et place de la recomposition, il y a la décomposition ! M. Mitterrand, réputé champion toutes catégories, jerd sur son terrain de prédilection et laisse une gauche sinistrée. Au point qu'il n'est pas certain de pouvoir éviter une sanction plus lourde encore, qui mettrait en péril son propre mandat.

Devant quelques fidèles, le président a imputé les résultats du 22 mars au désastreux congrès socialiste de Rennes, certes en partie responsable de la dégradation de l'image du PS. C'est pourtant M. Mitterrand lui-même qui a refusé de faire de l'ouverture une stratégie politique, avec un contrat de gouvernement en bonne et due forme, lui préférant des ralliements personnels, sans doute pour éviter que M. Rocard n'apparaisse comme l'homme d'une nouvelle majorité ; c'est lui qui a commis la faute majeure - que M<sup>me</sup> Cresson a payé au prix fort - de « virer » M. Rocard ; c'est le président qui avait assis toute sa tactique sur la réédition, par la droite, de ses

erreurs de la période 1986-1988, sur la peur et le poids d'une extrême droite forte : or, la droite a répondu par un refus d'alliance, cette fois respecté, et s'est payé le luxe de repasser le mistigri à la « majorité » (à travers les épisodes lorrain et bourguignon), empochant au passage, et sans que personne puisse y trouver à redire, d'excellents reports des voix d'extrême droite aux cantonales.

Pour tenter de redresser une situation qu'il a contribué à créer, le président peut évidemment utili-

tentant de dynamiser tout ce qui passait à sa portée (en « tirant dans le tas », selon la délicate expression de M. Le Pen), les écologistes de M. Lalonde en foulant aux pieds la morale électorale la plus élémentaire, tous ont discrédité l'idée que l'on puisse aligner le mode de désignation des députés sur celui des conseillers régionaux.

« J'ai besoin de la proportionnelle », a assuré M. Lalonde, en soulignant que celle-ci était la voie de passage obligée pour qui voulait voir naître une « nouvelle France ». Le problème est que la « nouvelle France » ferait, assurément, une place dangereuse au FN (plus de soixante députés selon la SOFRES).

M. Fabius ayant lui-même fermé la porte à une réforme électorale significative, reste le gouvernement. Là, la marge de manœuvre est théoriquement plus large, étant entendu que personne n'imagine



ser les moyens du bord que sont le changement du mode de scrutin et le remaniement gouvernemental. Si les résultats du 29 mars font clairement apparaître l'urgence de la proportionnelle, aux seules fins de protéger le président, la journée du 27 mars, consacrée à l'élection des présidents de région, en a, de facto, interdit l'accès. Moins d'ailleurs par le spectacle offert dans certaines régions que par l'usage qui en a été fait par tous ceux qui avaient pourtant intérêt à la proportionnelle : le PC en rompant unilatéralement la règle de la « discipline républicaine », le FN en

que M<sup>me</sup> Cresson puisse être maintenue en fonction. M. Mitterrand peut appeler aussi bien M. Delors que M. Barre, M. Lang ou M. Bérégovoy, voire M. Quilès. En fait, la difficulté va bien au-delà du choix d'un nouveau premier ministre. Elle touche l'assise politique du futur gouvernement, et les perspectives que le successeur de M<sup>me</sup> Cresson peut être à même d'apporter.

### Désavoués et seuls

Lâché par leurs alliés communiste et écologiste, ayant eux-mêmes lâché deux ministres d'ouverture, les socialistes sont seuls ; désavoués et seuls. Comment, désormais, susciter des ralliements, autrement que suicidaires ? Quant aux perspectives, elles ne sauraient être limitées à une symbolique de la nouveauté, certes nécessaire mais absolument pas suffisante.

La question est donc de savoir si le président peut jouer les prolongations avec pour seul projet la perpétuation de son propre pouvoir. Elle est celle de la promesse d'avenir que les Français persistent à vouloir percevoir dans la personne, dans l'action et dans le discours de ceux qui le gouvernement, cette exigence dût-elle paraître naïve et abusive à l'homme d'Etat chevronné qu'est M. Mitterrand. « Sept ans, c'est trop peu ; quatorze ans, c'est trop long ; douze ans, c'est bien ! », avait-il coutume de dire. Douze ans, nous y sommes, Presque. C'est peut-être bien là que se situe le problème. Ce qui revient à dire que le cas de figure non pas idéal, mais le plus pertinent, dans les circonstances présentes, peut être la réforme constitutionnelle, avec réduction de la durée du mandat présidentiel appliquée au titulaire de la charge, et inversion du calendrier politique, les législatives venant consacrer la nouvelle donne présidentielle. Après tout, cette semaine catastrophique pour la gauche est aussi celle qui donne, dans les sondages, M. Delors gagnant dans une compétition au sommet.

Mais, autant demander au chef de l'Etat de donner ses clés au président de la Commission européenne...

JEAN-MARIE COLOMBANI

## Un PS à refaire

Suite de la première page

Face à des équipes municipales anciennes ou divisées, atteintes par la critique écologiste et dont la base électorale était entamée par l'extrême droite, les socialistes, dominant un PCF qui ne pesait plus guère, pouvaient être crédités de la capacité d'améliorer la gestion locale.

Trois ans plus tard, le nouvel âge du socialisme, que paraissent annoncer ces victoires, ressemble à un mirage, tant le rejet qui s'est exprimé à l'occasion des premiers scrutins depuis les élections européennes de 1989 est radical. En recul dans presque tous les départements, ne renforçant ses positions dans les Bouches-du-Rhône que grâce à des « triangulaires » opposant à la droite et à l'extrême droite, le PS est d'autant plus affecté par ses défaites que les plus graves d'entre elles étaient inattendues.

Après la déconvenue qu'avait représentée le score médiocre des listes organisées autour de la candidature de M. Lionel Jospin à la présidence de la région Midi-Pyrénées, la perte du conseil général du Gers, que présidait un rocardien, M. Jean-Pierre Joseph, est une très mauvaise nouvelle pour un parti qui voit lui échapper un terrain jusque-là familier.

Le « basculement » du Nord, dirigé par les socialistes depuis cinquante-cinq ans, donne à leur échec une dimension symbolique exceptionnelle. Patrie de la gauche ouvrière comme le « Midi rouge » était celui de la gauche paysanne, présenté parfois comme un fragment d'Europe du Nord social-démocrate dans une France à dominante « bourgeoise », le département de MM. Pierre Mauroy et Michel Delebarre n'obéit plus aux réflexes traditionnels qui soudaient la majorité de ses habitants aux élus du « peuple » face aux « patrons ». Les comportements « de classe » tendent à disparaître, là aussi, avec le monde industriel dans lequel ils s'étaient forgés.

Les uns reprochent aux socialistes du Nord de ne plus jouer que par les lois du marché, les autres les accusent de ne pas les comprendre et d'en gêner le fonctionnement, les écologistes les jugent incapables de concilier développement et respect de l'environnement. Le Pas-de-Calais voisin reste à gauche, mais le PS n'y a pas conquis la majorité absolue du conseil général qu'il espérait atteindre avec la création de nouveaux cantons opportunément découpés.

### Mauvais reports

Les élections régionales avaient eu un effet d'entraînement, qui avait assuré au premier tour des élections cantonales une participation supérieure à celle qu'on a observée au second. C'est une des raisons pour lesquelles les socialistes n'ont pas toujours retrouvé, là où ils étaient en compétition, dimanche, avec la droite, le total des voix de gauche du 22 mars. La deuxième raison est que les électeurs communistes ont très inégalement reporté leurs suffrages sur le PS, et que les écologistes semblent l'avoir fait dans une proportion inférieure à ce qui était habituel les années précédentes (deux tiers à gauche, un tiers à droite).

La volonté de sanctionner le PS est particulièrement manifeste, de la part de ces deux catégories d'électeurs, dans la région parisienne et dans le Nord, alors que les socialistes ont le plus souvent soutenu, eux, les candidats communistes arrivés en tête au premier tour, de même que les candidats écologistes dans la dizaine de cantons où ils étaient invités à le faire.

L'entre-deux-tours, marqué par les tractations pour la présidence des conseils régionaux, par la démonstration qu'elles avaient faite de l'incapacité du PS à rassembler et par

les conditions de l'élection de MM. Jean-Pierre Soisson en Bourgogne et Jean-Marie Rausch en Lorraine, a contribué à éloigner les électeurs des socialistes. M. Rocard n'avait renoncé à exiger publiquement la démission de ces deux ministres, soit de leur poste de président de région, soit du gouvernement, le 27 mars, que parce que M. Fabius avait décidé de le faire au nom du PS.

Dimanche soir, lors d'une réunion des membres du bureau exécutif présents à Paris, M. Gérard Lindenberg, rocardien, numéro deux du parti, a réaffirmé la même exigence à l'égard de M. Rausch et demandé que les socialistes ne participent pas à ces deux majorités régionales si les présidents, soupçonnés d'avoir bénéficié de voix du Front national, refusent de se soumettre à une réélection. M. Jacques Chérèque, lui aussi rocardien, ancien ministre élu au conseil régional de Lorraine, devait le répéter, lundi matin, à l'ouverture de la séance de cette assemblée. M. Rausch l'a devancé en démissionnant de sa présidence.

### Trois lignes directrices

Les rocardiens entendent donc continuer dans la voie « morale » qu'ils avaient choisi de privilégier, déjà, au moment de l'affaire Habache, quand l'ancien premier ministre avait déclaré que la responsabilité des ministres des affaires étrangères et de l'intérieur était engagée dans cette faute. Ils estiment que les socialistes doivent se racheter, par une conduite exemplaire, de la condamnation que leur valent, dans l'opinion, l'impunité dont a bénéficié M. Christian Nucci - et, jusqu'à maintenant, M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire d'Angoulême - ainsi que l'affaire du sang contaminé. Plus que la gestion économique du pays ou les idées qui

les inspirent, c'est à un certain mode d'exercice du pouvoir que les socialistes doivent, selon les rocardiens, le blâme de leurs électeurs.

M. Fabius partage ce jugement, puisqu'il a souligné, dimanche, « l'urgence », pour les socialistes, de « réaffirmer concrètement [leur] identité de gauche et [leurs] valeurs, en particulier sur le plan moral ». Pour le premier secrétaire, ce souci doit s'accompagner de celui de répondre à la demande de « justice sociale » et de « sécurité », ainsi que de prendre en compte « le rôle essentiel de l'écologie dans l'approche des problèmes de société ». Ces trois lignes directrices, jointes à la « rénovation » de l'organisation socialiste, forment le programme de M. Fabius devant l'édifice délabré que représente le PS tel qu'il le trouve deux mois et demi après avoir accédé à sa direction. Tirant à son tour les leçons du congrès de Rennes, où sa tentative de prise de contrôle du parti et les réactions qu'elle avait provoquées avaient abouti à un spectacle désastreux, le député de la Seine-Maritime estime le moment venu pour le PS, d'entreprendre de mettre fin à ses « divisions ».

De quelque manière qu'on l'analyse, ce que certains socialistes appelaient dimanche soir la « Bérézina » du PS creuse le fossé entre le président de la République et ce qui reste « son » parti. Le PS fait les frais d'une politique sur laquelle, depuis 1988 au moins, il n'a pas, de prise, ce qui brouille sa relation avec ceux qu'il a mission de représenter. M. Rocard a eu sa part dans cette évolution, et il ne peut s'étonner qu'un parti auquel, dans le célèbre discours de Joué-lès-Tours, il déniait le droit de prendre des initiatives n'ayant pas l'assentiment de la majorité de l'opinion soit considéré par ses électeurs comme un poids mort inutile. Si l'on a quelque chose à dire, mieux vaut s'adresser à d'autres !

C'est cette relation avec la gauche « sociologique », comme disait M. Mitterrand en 1981, que le PS doit désormais reconstruire. A condition que le chef de l'Etat le lui permette.

PATRICK JARREAU

### La totalisation du « Monde »...

Élections cantonales (Métropole et DOM) sur 1 425 cantons		
		%
Inscrits	14 942 840	
Votants	9 249 021	61,89
Exprimés	8 601 645	93
Abstention	5 693 819	38,10
PS	2 161 477	25,12
RPR	1 753 947	20,39
UDF	1 690 545	19,65
Divers droite	1 152 116	13,39
PCF	635 639	7,38
Extrême droite	542 787	6,31
Majorité présidentielle + divers gauche	387 596	4,50
Écologistes (1)	191 026	2,22
Divers	86 512	1

(1) Verts : 138 103 voix (1,60 %) et Génération Ecologie : 38 479 voix (0,44 %).

### ...et celle du ministère de l'intérieur

Totalisation en métropole (sur 1 395 cantons)		
		%
Inscrits	14 748 812	
Votants	9 146 262	62,01
Exprimés	8 540 173	57,66
Abstention	5 602 550	37,98
Ext. g.	35 824	0,42
Com.	590 799	6,94
Soc	2 102 522	24,72
Rad. g.	88 774	1,04
Maj.	372 420	4,37
GE	40 142	0,47
Verts	143 432	1,68
Rég.	9 243	0,10
RPR	1 700 579	19,96
UDF	1 622 761	19,08
Div. d.	1 257 108	14,78
FN	540 569	6,35

## ESSEC PROGRAMME DOCTORAL

Pour devenir professeur, chercheur, conseiller en gestion et économie d'entreprise

■ DEA "Sciences de Gestion" IAE d'AIX-ESSEC ou Paris X-ESSEC-HEC  
Diplôme requis : 2<sup>e</sup> cycle ou grande école d'ingénieurs ou de gestion

■ Programme Post-DEA de préparation à une thèse de Doctorat IAE d'AIX-ESSEC ou autre université  
Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Economie  
Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC  
durée des travaux : 2 à 3 ans  
possibilités de bourses de recherches significatives

■ Date limite des candidatures : 15 juin 1992

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC  
Groupe ESSEC - BP 105  
95021 Cergy-Pontoise Cedex  
Tél. : (1) 34 43 30 85

Etablissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles  
Programme bénéficiant du soutien de la FNEGE - Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises  
Groupe ESSEC Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé



# DES ÉLECTIONS CANTONALES

et la situation dans les autres partis

## Le bon dimanche de l'opposition

Avec les élections cantonales, l'opposition républicaine vient de remporter deux incontestables victoires sur les socialistes et sur... elle-même. Dans leurs projections les plus optimistes, ses dirigeants n'avaient jamais imaginé reprendre à la gauche six départements pour ne lui en concéder qu'un seul, les Alpes-de-Haute-Provence, au bénéfice de l'âge. Sans compter la Martinique qui, pour les mêmes raisons, devrait revenir au RPR. En ajoutant ces nouvelles conquêtes aux 43 départements à présidence UDF et aux 26 autres présidés par un RPR ou un divers droite, la carte de France des conseils généraux se simplifie singulièrement. Au nord de la Loire, cette carte prend pour la gauche les allures d'un désert.

Avec, selon les données du ministère de l'intérieur, un total de 53,75 %, les candidats RPR, UDF et divers droite obtiennent non seulement une majorité confortable mais font légèrement mieux qu'au second tour des élections cantonales de mars 1985. Car les électeurs ont voulu signifier à la droite un double besoin, pas forcément contradictoire, d'union et de rénovation.

### La poussée des divers droite

Le scrutin à deux tours a permis, mieux qu'aux élections régionales, de tirer des dividendes plus profitables de l'union et aux électeurs de retrouver leurs bons vieux réflexes. Dans l'ensemble, les reports dans l'un et l'autre camp

ont été satisfaisants. Sur les neuf duels qu'ils n'ont pu éviter entre eux, cinq se sont soldés à l'avantage de l'UDF. Globalement, cette discipline de l'union a profité au RPR, qui retire les meilleurs gains, mais elle a nui dans le Rhône à M. Michel Noir. Dans les deux cantons de Lyon-VII et Lyon-VIII, les deux représentants de son mouvement Nouvelle Démocratie ne sont guère parvenus à malmenier au premier tour les candidats RPR et UDF.

Toujours selon les statistiques du ministère de l'intérieur, le RPR, qui avait 424 sortants, se retrouve avec 469 élus, tandis que l'UDF connaît la stabilité : 500 élus pour 493 sortants. Ce rééquilibrage à l'intérieur de l'opposition ne s'est pas fait uniformément. Si l'UDF confirme sa suprématie vis-à-vis du RPR dans les départements de Meurthe-et-Moselle, où le RPR ne dispose plus d'aucun élu, des Yvelines ou encore de Maine-et-Loire et des Pyrénées-Atlantiques, le RPR accentue son avantage en Côte-d'Or, dans l'Orne et en Seine-et-Marne.

Ce bon dimanche pour l'opposition est aussi la conséquence d'une poussée des élus divers droite, certes traditionnelle, mais cette fois plus sensible. Le ministère de l'intérieur range sous cette étiquette 445 conseillers généraux, soit 54 de plus. D'une certaine manière, ces élus semblent avoir profité du rejet des partis traditionnels. Ils ont su exploiter à bon escient le besoin de rénovation à droite. A la différence des candidats de M. Noir, ils n'ont

pas été perçus comme étant contre l'opposition officielle, mais à côté. Son second succès, l'opposition l'a obtenu sur elle-même et contre le Front national. Sa stratégie vis-à-vis de l'extrême droite ne semble guère avoir connu de dérapages. Pour la première fois, l'opposition a démontré qu'elle était prête à perdre localement des élections plutôt que de se lier les mains avec le Front national.

Sa décision de maintenir, quand elle le pouvait, comme dans le département sensible des Bouches-du-Rhône, ses candidats partout où le FN était arrivé au premier tour en tête lui a sans doute coûté beaucoup. Parfois même, quelques petits fronts républicains ont pu se constituer comme dans le canton de Troyes-V où la droite modérée a appelé à voter pour le secrétaire de la fédération du PS contre celui de la fédération du FN.

### Rempart contre le FN

Persuadés, depuis vendredi, d'avoir définitivement renversé la charge de la preuve au détriment des socialistes et de M. Mitterrand, et d'avoir pu en retirer un certain profit dès ce second tour, les dirigeants de l'opposition vont sans doute arguer de ces élections cantonales pour étayer leur démonstration qu'ils sont le seul et ultime rempart contre les lepénistes.

Dans l'immédiat, soucieux de lever définitivement les dernières suspensions, l'opposition, en Lorraine, appelait aujourd'hui à une manifestation à Metz afin d'inciter

M. Jean-Marie Rausch à démissionner et à « redonner dignité à la Lorraine ». En Bourgogne, elle n'avait pas non plus l'intention de lâcher les basques de M. Jean-Pierre Soisson. Les dirigeants du RPR et de l'UDF attendaient aussi fébrilement les résultats de l'élection des présidents des régions Nord-Pas-de-Calais et Haute-Normandie.

Au lendemain de ce second tour des élections cantonales, barrer la route à MM. Delebarre et Fabius leur paraissait être dans la logique, des choses et du temps. Pour la suite, on se tourne aussi vers l'Elysée.

Ni M. Chirac ni M. Giscard d'Estaing ne se sont exprimés dimanche soir. Leurs lieutenants ont donné du coup le sentiment d'hésiter sur la marche à suivre. Certains, à l'instar de M. Alain Juppé, ont constaté que le gouvernement sortait en charpie, en recommandant à l'UPF de « se tenir prête pour l'alternance ». « L'opposition doit être prête, mais elle n'a pas à être pressée », a ajouté M. Nicolas Sarkozy.

M. Alain Madelin a indiqué qu'il attendait « un geste politique extrêmement fort », en concédant pour la première fois que des élections législatives anticipées « embêteraient tout le monde ». « Je ne sais pas si François Mitterrand peut sortir un lapin de son chapeau, a ironisé le vice-président de l'UDF. Moi je crois qu'il n'y a plus de lapin ni de chapeau. »

DANIEL CARTON

## PCF : la peau de chagrin

La représentation du Parti communiste français continue de se réduire comme peau de chagrin. Lundi matin, l'Humanité revendiquait cent huit élus et affirmait que, à en juger par ce résultat, l'audience du parti se situait « sensiblement au niveau de 1985 ». En vérité, non seulement le PCF perd une vingtaine de cantons, mais, par rapport à 1985, il recule de plus de quatre points (6,94 % des suffrages exprimés contre 11,31 % il y a sept ans), ce qui représente une perte de plus de 250 000 voix. Si l'on se réfère à son bilan de 1985, la confirmation de son retrécissement n'en devient que plus manifeste puisque, à l'époque, le PCF avait déjà perdu la bagatelle de quatre-vingts cantons, quelque 150 000 voix et 2,5 points par rapport au scrutin de 1982.

Résolument optimiste, le rédacteur en chef de l'Humanité notait, ce même lundi, que le PCF avait « compensé en partie certains échecs (trente-neuf) par la conquête de nouveaux cantons (dix-neuf) », et il y voyait « la confirmation éclatante de son influence, de son rôle et de son enracinement dans la vie politique française ».

Si confirmation il y a, aujourd'hui, c'est surtout celle d'un vote communiste en voie de marginalisation. Sans les triangulaires imposées un peu partout à la droite libérale par le Front national, sans les querelles intestines du PS et sans les réflexes de la discipline républicaine qui continuent de jouer en sa faveur alors que ses propres militants ont plutôt tendance à les renier, le bilan du scrutin serait encore pire pour M. Georges Marchais et ses amis.

Quelles conclusions générales tirer, par exemple, de l'élection d'un conseiller général communiste, pour la première fois depuis dix-huit ans, dans le canton lozérien de Saint-Germain-de-Calberte face à un sortant socialiste aux prises avec un socialiste dissident ou de la victoire du maire communiste de Cabestany, aux portes de Perpignan, à l'issue d'un duel avec le Front national? Qu'y a-t-il de commun entre la spectaculaire défaite infligée au RPR, à Vaulx-en-Velin, par le candidat « refondateur », soutenu par toute la gauche, le maintien d'une majorité absolue en Seine-Saint-Denis, d'une majorité relative en Val-de-Marne et la perte d'un canton comme celui de Mézières-lès-Metz (Moselle), qui

avait été préservé pendant un demi-siècle? Entre la résistance solitaire mais victorieuse, face au RPR, d'un François Liberti, très populaire chez les ouvriers de Sète (Hérault) et la conquête du siège de Reillanne (Alpes-de-Haute-Provence) par le maire de cette commune, Georges Aillaud, aux dépens de l'UDF?

### « Une vision réductrice »

L'évidence politique la plus forte est que les élus communistes l'ont été, dans plus de la moitié des cantons — soixante-dix-huit, selon nos comptes, — avec beaucoup plus de voix que l'ensemble des suffrages recueillis par toutes les forces de gauche au premier tour de scrutin alors que la réciproque n'a pas été vraie : les électeurs communistes se sont montrés très chiches à l'égard des socialistes restés en lice.

Le culte du vote protestataire débouchant sur des horizons forcément limités, la question de l'avenir du PCF dans le nouveau paysage politique reste donc entière. Elle vient d'ailleurs d'être posée, pour la énième fois, par M. Marcel Rigout. L'ancien ministre communiste de la formation professionnelle, devenu l'une des figures de proue des contestataires, déplorait, à la fin de la semaine, à l'occasion de la première séance du nouveau conseil régional du Limousin, que le PCF limite aujourd'hui « son ambition au seul mouvement revendicatif », ce qui traduit « une vision bien réductrice des réalités de la société ». Il soulignait que « la gauche n'est ni le parti des mécontents ni celui de ceux qui se laissent asservir par un certain type de gestion » et estimait qu'« elle doit être le parti de l'innovation, de la recherche sociale, du projet, de l'humanisme, de la défense des grandes valeurs universelles et de l'éthique politique ». Il répétait que « ce n'est pas par des anathèmes et des insinuations malveillantes à l'égard de tous ceux qui n'acceptent pas de rester bardés de certitudes » que le PCF « trouvera le moyen d'éviter la marginalisation ». Mais comment croire que la direction du PCF puisse aujourd'hui se remettre en question alors qu'elle ne cesse de confondre le ralentissement de son déclin avec l'amorce d'une remontée?

ALAIN ROLLAT

## L'échec programmé du Front national

Un seul candidat d'extrême droite a été élu, aux élections cantonales, dans les Alpes-Maritimes. Le Front national compte, pour toute la France, trois conseillers généraux. Il en comptait quatre avant ce renouvellement.

L'affaire était déjà entendue à la veille du second tour. Sauf effondrement de la participation, l'échec du Front national était pratiquement programmé. Un dirigeant du parti lepéniste admettait même, en privé, que les conseillers généraux de son parti, au soir du 29 mars, ne se compteraient « peut-être pas sur les doigts des deux mains », contrairement aux projections faites les mois précédents par M. Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique et expert électoral de M. Jean-Marie Le Pen. Le secrétaire national aux élus prévoyait, avant le premier tour, l'élection de « plusieurs dizaines » de conseillers généraux portant l'étiquette Front national. Il y a loin des urnes aux sièges!

La réalité est bien moins radieuse et plutôt parlante dans sa sécheresse : le Front national, qui avait quatre conseillers généraux, n'en compte plus que trois. Le parti d'extrême droite perd les deux cantons renouvelables (1) qu'il détenait par l'intermédiaire de M. Jean Rousset dans les Bouches-du-Rhône et de M. Yvan Blot dans le Pas-de-Calais. Le premier a été écrasé dans un « duel », à Marseille, par un candidat du RPR frappé d'inéligibilité pour un an; le second, qui ne se représentait dans le Pas-de-Calais — il avait été élu sous l'étiquette RPR en 1985 — est allé se faire

battre, dès le premier tour, en Alsace. En revanche, le Front national remporte une seule et unique victoire : M. Jacques Peyrat a pris sa revanche, à Nice, sur M<sup>me</sup> Marie-Jeanne Murcia (UDF-PR) dans un « duel », qui, il y a un mois, avait donné le résultat inverse par suite de la formation d'un « front républicain » de circonstance. La moindre mobilisation a joué, cette fois-ci, en faveur de M. Peyrat. Ce dernier permet à son parti d'entrer au conseil général des Alpes-Maritimes.

S'exprimant sur le fil téléphonique de « Radio Le Pen », à la fin de la semaine dernière, M. Carl Lang présentait son parti comme « la seule force politique d'opposition » et dénonçait « l'attitude délibérément hostile, agressive de la droite à l'encontre du Front national ». Pour le second tour des cantonales, le secrétaire général du parti d'extrême droite promettait de « donner une leçon politique à l'ensemble de cette classe politique, qui est rejetée clairement par les Français ».

### Répulsion de l'électorat de droite

A l'examen des quelque trois cents cantons dans lesquels il y avait un candidat lepéniste, il apparaît que l'adversaire principal du Front national est la droite. Cinq fois sur six, ses « duels » l'ont opposé soit à un candidat UDF, le plus souvent, soit à un représentant du RPR, soit à un candidat classé divers droite. A l'exception du quatorzième canton de Nice, il n'a jamais gagné ce bras-de-fer. Dans

les « triangulaires », la droite a eu, parfois, à pâtir du maintien de l'extrême droite, mais c'est le Front national qui a enregistré, quasiment partout, une fuite de ses électeurs.

Ainsi, M. Bruno Mégret affirme que dans les Bouches-du-Rhône son parti « s'enracine définitivement », en soulignant qu'il « progresse de façon significative » dans certains cantons (2). Sur les vingt-huit cantons où il était présent, le recul en voix, dans vingt-six d'entre eux, s'échelonne de 10 à 40 points de pourcentage de ses voix du premier tour. Le Front national progresse, en valeur absolue, dans deux cantons du département : Les Pennes-Mirabeau (plus 4,5 %) et Vitrolles (plus 23 %). Non seulement les candidats lepénistes n'ont pas, à de rares exceptions près, élargi leur audience au second tour mais, de plus, ils ont plusieurs fois contribué à empêcher la droite de ravir des cantons à la gauche.

C'est le cas à grande échelle dans les Bouches-du-Rhône : ils étaient devant la droite dans un tiers des cantons, mais ils se sont maintenus partout où cela était possible. Ils ont fait perdre à la droite moins de cantons accessibles qu'ils n'étaient susceptibles, eux, d'en remporter. C'est aussi le cas, par exemple, à Apt (Vaucluse), à La Seyne-sur-Mer (Var), à Manosque-Nord (Alpes de Haute-Provence), à Carvin et à Arras-Ouest (Pas-de-Calais), à Colombes-Nord-Ouest (Hauts-de-Seine), à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), à Corbeil-Essonnes (Essonne) ou à Argenteuil (Val-d'Oise). Le maintien du Front

national a favorisé quelquefois la gauche dans ses assauts comme à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) au profit du PS ou à Saint-Dizier-Nord-Est (Haute-Marne) au profit du PCF. Cette stratégie de présence tous azimuts n'a pas empêché, cependant, des candidats du RPR d'être réélus dans plusieurs cantons de Nice ou à un candidat UDF de prendre Avignon-Sud (Vaucluse) aux socialistes, alors que le candidat lepéniste devançait la droite au premier tour.

Ce très maigre bilan dans un scrutin majoritaire uninominal a deux tours ne peut qu'encourager le président du Front national à réclamer avec plus de vigueur encore l'établissement d'un mode de scrutin proportionnel pour les législatives, tant l'écart est énorme entre le résultat de son parti aux régionales et aux cantonales. S'il révèle une certaine volatilité de l'électorat lepéniste, il met surtout en évidence une forte répulsion de l'électorat de la droite parlementaire envers le Front national. Les stratégies de l'extrême droite devront prendre ces données en considération s'ils veulent sortir de leur ghetto.

OLIVIER BIFFAUD

(1) MM. Philippe Adam et Fernand Le Rachinel, respectivement conseillers généraux des Bouches-du-Rhône et de la Manche, sont dans des cantons non renouvelables.

(2) M. Mégret parle aussi du canton de Berre, où la baisse en voix est de l'ordre de 10 %, et de celui de Marseille-XIV-B, où le recul en voix atteint 15 % d'un tour à l'autre.

## Seuls quatre écologistes ont passé l'épreuve du scrutin majoritaire

Le scrutin majoritaire est passé par là : l'écologie politique est comme rayée de la carte. Une semaine après leur succès, en voix (14,37 %) et en sièges (212), aux élections régionales, les écologistes n'ont obtenu, dimanche 29 mars, au second des élections cantonales, que 2,15 % des suffrages exprimés et quatre postes de conseillers généraux sur les quelque deux mille qui, en métropole, étaient soumis à renouvellement. Encore s'agit-il pour trois d'entre eux de personnalités déjà installées : MM. Gérard Védrines, conseiller général sortant de Châtillon-en-Diois (Drôme), Jean Rousseau, maire de Vierzon (Cher) et Fabrice Millereau, maire de Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise), tous candidats de Génération Ecologie. Seul M. Jean Baudouin (Verts), qui a battu à Prahecq (Deux-Sèvres), avec l'appui du PS, le président du comité économique et social de la région Poitou-Cha-

rentes, est véritablement un nouveau venu. Il n'est donc pas encore tout à fait sûr que les écologistes soient, comme l'assure M. Antoine Waechter, « des candidats de rassemblement », susceptibles d'être élus dans l'avenir, « quel que soit le mode de scrutin ». Ainsi à Châtillon-en-Diois, où les électeurs n'avaient le choix, au second tour, qu'entre le candidat de Génération Ecologie et celui du PC, 46,4 % des électeurs ont voté blanc ou nul. Dans une configuration identique, on a relevé 530 bulletins blancs ou nuls dans le canton de Vierzon-I, soit 7,6 % des votants. En revanche, face au conseiller sortant UDF-CDS, le candidat des Verts élu dans les Deux-Sèvres a bénéficié d'un excellent report des voix de gauche.

Au total, les écologistes dépassent le seuil de 30 % des suffrages exprimés dans trente-trois cantons sur les quatre-vingt-trois où ils étaient présents, augmentant ainsi de

quinze à vingt-cinq points en moyenne leurs scores du premier tour. Les meilleurs résultats sont obtenus à Bègles (Gironde), où M. Noël Mamère échoue de 384 voix face au conseiller communiste sortant, au Thillot (Vosges), à Francville (Val-d'Oise), à Amiens-V-Sud-Est (Somme) et à Mundolsheim (Bas-Rhin). Mais, dans vingt-deux autres cantons, le candidat en lice, qu'il soit membre des Verts ou de Génération Ecologie, ne parvient pas à retrouver la totalité des voix écologistes du 22 mars.

En de nombreux endroits, comme à Pont-à-Marcq (Nord) ou à Lalinde (Dordogne), les socialistes pourrout à bon droit se plaindre soit du maintien des écologistes, soit du mauvais report de leur électoral sur leurs propres candidats. Le cas le plus significatif est celui du sénateur de l'Essonne, M. Jean-Luc Mélenchon, animateur de la Gauche socialiste, qui ne cesse de

prôner une alliance rose, rouge, verte, et qui, du fait de la présence d'un candidat soutenu par Génération Ecologie, manque sa réélection de soixante-treize voix seulement dans le canton de Massy-Ouest, alors que, dans le même département, à Etrechy, le candidat des Verts bénéficie d'un bon report des voix socialistes. Ce phénomène ne sera pas cependant pour surprendre : entre les deux tours, le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, a rappelé que son mouvement ne s'inscrivait pas dans la stratégie d'union de la gauche; quant à M. Antoine Waechter, voilà déjà plusieurs années qu'il ne cesse de répéter que l'écologie transcende le clivage gauche-droite et que son électoral est de moins en moins enclin à voter, au second tour, pour un candidat issu des partis traditionnels.

JEAN-LOUIS SAUX

**DANIEL VERNET**

Daniel Vernet

**LA RENAISSANCE ALLEMANDE**

Flammarion

228 pages, 98 F.

Flammarion

## LES ÉLECTIONS CANTONALES ET RÉGIONALES

Dans la presse parisienne

## «Changer de politique»

Dans le *Figaro*, Franz-Olivier Giesbert délaisse le résultat du second tour des cantonales pour revenir sur les leçons de «la gigantesque pantalonade qui s'est déroulée en Bourgogne et en Lorraine». Celle-ci, explique-t-il, souligne «les effets dévastateurs de la proportionnelle», confirme que, «depuis des années, M. Mitterrand et M. Le Pen se nourrissent l'un de l'autre» et prouve que «l'artiste a perdu la main». «Tant et tant de virtuosité pour arriver là... constate l'éditorialiste du *Figaro*. M. Mitterrand ne tient plus un rôle de composition mais de décomposition (...). En attendant, l'Etat est aujourd'hui comme un char emballé qui entre dans tous les murs. Et il n'y a guère plus que M. Mitterrand pour croire qu'il conduit le char de l'Etat.»

Dans le *Quotidien de Paris*, Philippe Tesson se montre sceptique sur les capacités de réaction du chef de l'Etat. «Sa légitimité est incontestable, mais que vaut une force juridique en face d'une faiblesse politique? (...) Toute décision qu'il va prendre, déjà difficile en soi, ne peut être que de fortune, un expédient qui recule le terme d'une fatalité. Le plus simple et le plus salubre serait que, se rendant à l'évidence, il précipite l'échéance qui permettra la définition d'une nouvelle majorité.»

«Edith, c'est fini»: c'est ce que François Mitterrand va devoir avouer publiquement, prévoit pour sa part Serge July dans *Liberation*. «Ce désastre, affirme-t-il, François Mitterrand en aura été de bout en bout responsable. Le chef de l'Etat aura en effet commis de ces fautes qu'on ne pardonne pas à un professionnel aussi averti que lui.» Revenant lui aussi «sur les bordes incertaines de Jean-Pierre Soisson et de Jean-Marie Rausch», le directeur de *Liberation* y voit «l'irresponsabilité érigée au rang de morale publique», la nomination d'Edith Cresson à Matignon étant «la plus incroyable des erreurs de casting». En résumé, Serge July préconise le rappel de M. Jacques Delors à Paris, pour «ouvrir le chapitre de l'après-Mitterrand».

Dans l'*Humanité* enfin, Claude Cabanes imagine que «les sombres démentés» de MM. Rausch et Soisson «avec les voix de l'extrême droite n'ont pas arrangé les choses». Regrettant que le «scrutin majoritaire à deux tours ait, une fois de plus, tordu la volonté dégagée par le suffrage universel», l'éditorialiste du quotidien communiste juge néanmoins «le message des électeurs sans bavure». Il faut «changer de politique», les communistes s'engageant quant à eux «à peser à gauche contre tout ce qui tire à droite».

## L'«International Herald Tribune»: «Il n'est pas facile d'être Français ces jours-ci»

Selon Brian Beedham, de l'*International Herald Tribune*, «il n'est pas facile d'être Français ces jours-ci», et la cause du malaise français est «beaucoup plus profonde» que «la colère contre l'immigration, la pagaille dans les assemblées régionales et un vieux président fatigué». Pour le commentateur américain, «la fin de la guerre froide a détruit la base de sa politique étrangère».

«La France», écrit-il, doit accepter une Europe dans laquelle l'Allemagne sera dominante, ou virer de bord et demander aux Etats-Unis de rester en Europe en tant que seul contre-poids possible à la puissance allemande. Deux choses également pénibles, car l'une et l'autre signifient la fin de l'idée que la France peut être le phare de l'Europe.»

«Pendant la plupart des quarante dernières années, poursuit Brian Beedham, la France était le pays qu'il fallait courtiser (...). Elle pouvait se retirer de l'OTAN, faire des sourires à Moscou, montrer du doigt l'Allemagne, puis tendre à nouveau une main amicale à l'Amérique. Et tout le monde devait être attentif. Aujourd'hui, l'affrontement Est-Ouest a disparu, et avec lui la capacité de la France à feindre le détachement vis-à-vis des deux blocs. La vieille Communauté européenne a disparu elle aussi, et avec elle la prétention de la France à en être l'ultime arbitre.»

Les scrutins contestés du 27 mars

## M. Rausch se démet de la présidence du conseil de Lorraine

M. Jean-Marie Rausch, ministre délégué des postes et télécommunications, a annoncé, lundi 30 mars, aux conseillers régionaux de Lorraine qu'il se démettait de la présidence de l'assemblée régionale. Il a ajouté qu'il ne se représentera pas à leur suffrages. Ce geste avait été exigé par les élus de droite, mais aussi par plusieurs

dirigeants socialistes, les premiers l'accusant d'avoir été élu grâce à des voix du Front national, les seconds n'acceptant pas qu'il puisse y avoir un doute sur les conditions d'élection d'un membre du gouvernement. En revanche M<sup>me</sup> Edith Cresson avait jugé que l'appel du Front national à soutenir M. Gérard Longuet, le candidat

de la droite, lors du troisième tour de scrutin, le 27 mars, exemptait M. Rausch. Le ministre des PTT a pris, après deux jours de réflexion, une position inverse de celle de M. Jean-Pierre Soisson, qui avait préféré quitter le gouvernement plutôt que d'abandonner la présidence du conseil régional de Bourgogne.

Pourtant M. Rausch avait encore estimé samedi, qu'il n'avait «rien à [se] reprocher qui pourrait porter atteinte à [son] honneur d'adversaire permanent du Front national». «Si cela avait été le cas, j'aurais démissionné de suite», a souligné M. Rausch, en ajoutant que sa situation n'était «absolument pas comparable» à celle de M. Jean-Pierre Soisson en Bourgogne, et qu'en Lorraine «les choses étaient tout à fait claires» puisque, «après le vote, le FN a confirmé que l'unanimité de ses voix étaient allées sur M. Longuet», son adversaire (UDF) à la présidence de la région.

Ce dernier a toutefois réitéré ses accusations, en présentant samedi sur TF1 un document dans lequel ses trente et un coéquipiers confirment «sur l'honneur» qu'ils ont voté pour lui aux deuxième et troisième tours. Considérant que le FN

«joue le jeu du PS», M. Longuet a décerné «la médaille d'or de l'hypocrisie» à M. Rausch en affirmant qu'il ne devait sa présidence qu'«au soutien occulte mais efficace du FN». Décidé à «ne pas lâcher» en Lorraine, M. Longuet a déclaré que l'UDF allait «refuser la mise en place de la commission permanente» au sein du conseil régional et que «l'on saura alors quelle majorité soutient M. Rausch». Celui-ci ne peut «se sortir de cette situation qu'en acceptant un nouveau vote», a indiqué M. Longuet. En appelant à l'«autorité» et aux «convictions» de M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, et de M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, pour que «cessent ces ignominieuses manipulations», M. Longuet soulignait que, faute de dénoncer ces «mésalliances», le PS et Génération Ecologie porterait

«l'écrasante responsabilité de ces forfaitures».

De son côté, M. André Rossinot, député (UDF), maire de Nancy et tête de liste UPF pour les élections régionales en Meurthe-et-Moselle, estimait que le premier ministre, M<sup>me</sup> Edith Cresson, «ne peut fermer les yeux» sur l'élection de M. Rausch à la tête de la région Lorraine. Les conseillers régionaux élus sur sa liste avait appelé les habitants de Meurthe-et-Moselle à «venir manifester leur indignation», lundi 30 mars, devant le conseil régional de Bourgogne pour demander la «démission» de M. Rausch.

A Metz, dont le maire est M. Rausch, les élus UDF-RPR ont quitté, samedi, la séance du conseil municipal pour protester contre sa réélection à la tête de la région. «L'air est vicié en Lorraine, à Metz plus particulièrement. Nous ne vou-

lons pas être asphyxiés», a déclaré le chef de file de l'opposition, M. Denis Jacquat (UDF-PR), député de la Moselle, avant de quitter la salle du conseil municipal, en brandissant ostensiblement une bombe de déodorant.

L'élection de M. Rausch a également troublé les élus Verts du conseil régional, qui ont demandé à chaque conseiller, samedi dans un communiqué, de «prendre ses responsabilités et de rendre public son vote du troisième tour». «En cas de refus, souligne le communiqué, et pour lever toute ambiguïté», les Verts demandent au président de la région de «démissionner». Le groupe Génération Ecologie, fort de six élus, souhaite, lui aussi, que «toute la lumière soit faite» sur l'élection de M. Rausch, «au besoin, par la remise en cause de l'élection». «Il n'est pas question, ajoute leur communiqué, que Géné-

ration Ecologie mêle ses voix à celles du Front national.»

Les seuls soutiens affirmés à M. Rausch étaient venus du PS. M. Christian Pierret, maire de Saint-Dié, député (PS) des Vosges, et tête de liste aux élections régionales dans ce département, affirmait que M. Rausch avait bénéficié de «défaillances actives au sein de l'UPF» et qu'il ne réclamerait pas la démission du président de la région «jusqu'à tant qu'on prouve que des voix du Front national se sont portées sur Jean-Marie Rausch». M. Jacques Chérèque, président du groupe socialiste au conseil régional de Lorraine, soulignait pour sa part que la réélection de M. Rausch est due au «réflexe des démocrates contre l'extrême-droite.»

## M. Soisson: «Qu'on arrête la rumeur de Dijon!»

La démission du gouvernement de M. Jean-Pierre Soisson, samedi 28 mars, n'a pas mis fin à la polémique sur les conditions de son élection à la présidence du conseil régional de Bourgogne. L'ancien ministre de la fonction publique et des réformes administratives s'est à nouveau défendu d'avoir bénéficié des voix du Front national. Dans un entretien accordé au *Journal du dimanche*, M. Soisson estime qu'il a été «injustement attaqué». Affirmant qu'il a présenté lui-même sa démission à M<sup>me</sup> Edith Cresson, «qui en a pris acte», M. Soisson souligne qu'«il n'y a pas de plus grand sacrifice que de quitter le gouvernement» mais que sa décision a été motivée par la volonté de «[se] défendre et de défendre [son] honneur».

«Si je démissionne, ajoute-t-il, j'accrédite l'idée d'une compromission possible avec le Front national. Mais cela voudrait dire aussi que le Front national détermine les choix du pays: on ne peut pas trouver mieux pour présenter Le Pen à l'admiration des foules.» L'ancien ministre renouvelle sa «fidélité totale au président de la République» et affirme qu'il ne part pas «battu» et qu'il poursuivra, à la tête de la région Bourgogne, «le travail d'ouverture et de rassemblement effectué à l'Assemblée nationale».

Jugeant «stupide» la demande du premier ministre et du premier secrétaire du PS, M. Laurent Fabius, de procéder à une nouvelle élection pour la présidence de région, M. Soisson a déclaré sur FR3: «J'ai été élu démocratiquement, sans les voix du Front national, et je conserve mon poste. J'ai simplement profité de la division du RPR et de l'UDF. Qu'on arrête le soupçon, qu'on arrête la délation, qu'on arrête la rumeur de Dijon!» Interrogé par TF1, samedi 28 mars, sur l'absence de majorité au sein de la région, M. Soisson reconnaît que «la gestion sera difficile» mais assure qu'il y arrivera et qu'il réglera «le problème avec les socialistes bourguignons comme avec d'autres formations politiques de la Bourgogne».

Les socialistes de la région, dont le groupe est présidé par M. Didier Mathus, député de Saône-et-Loire, qui avaient présenté la candidature de M. Soisson au troisième tour de scrutin, ont toutefois renouvelé samedi, dans un communiqué, leur refus de participer à l'exécutif régional «si un doute subsiste, ne

serait-ce que sur une seule voix» en provenance des conseillers régionaux du Front national. S'ils ont «la conviction, étayée par des informations précises, que plusieurs élus de la droite modérée ont refusé de voter pour le RPR et ont porté leurs suffrages sur Jean-Pierre Soisson», les socialistes de Bourgogne ont rappelé à l'ancien ministre leur souhait de procéder à un nouveau vote. M. André Billardon, député (PS) de Saône-et-Loire, vice-président de l'Assemblée nationale, a déclaré de son côté, samedi au Creusot, qu'il n'entendait pas «aider Jean-Pierre Soisson à diriger la Bourgogne» mais que les socialistes ne seront pas pour autant «dans une stratégie de paralysie de la région Bourgogne». «Nous nous prononcerons simplement en fonction du ou des sujets», a ajouté M. Billardon.

Le nouveau président de région pourra en tout cas compter sur les Verts et sur les deux élus France unie, qui lui ont renouvelé leur soutien. Dans un communiqué publié samedi, M. Philippe Archambault, élu (Verts) de l'Yonne, observe qu'une «coalition anti-Perben et Front national s'est dessinée» au conseil régional de Bourgogne et s'interroge sur la «perversité» du comportement du Front national, qui «trompe tout le monde» puisque «ses représentants ne votent même pas pour leur pro-

pre candidat». «Cela démontre parfaitement sa volonté de faire imposer le système politique français, ajoute M. Archambault, en soulignant que les élus du FN «sont les seuls responsables d'une magouille qu'ils prétendent combattre». «Il faut donc être parfaitement lucide et savoir qui est le véritable responsable de cette situation, celui qui la subit ou celui qui la provoque?» conclut-il.

Jugeant «logique» que les «démocrates» aient apporté leur soutien à M. Soisson contre son adversaire du RPR, M. Dominique Perben, «connu pour avoir bénéficié des soutiens du FN», notamment dans sa mairie de Chalon-sur-Saône, le mouvement Génération Ecologie – qui a deux élus au conseil régional – précise que «s'il était prouvé que M. Soisson avait bénéficié d'une voix du FN il ne saurait être question pour GE de participer à l'exécutif régional».

Quant à M. Perben, qui réagissait à la démission du ministre d'Etat, il a estimé que celui-ci «quitte le gouvernement avant que le bateau ne coule». Interrogé sur RTL, le député RPR a indiqué que les conseillers régionaux RPR-UDF ne «participeront pas aux travaux de M. Soisson, ne collaboreront pas avec lui et s'opposeront à un homme qui a été élu dans de telles conditions».

□ M. Joxe (PS) a «confiance» en MM. Soisson et Rausch. – M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a déclaré dimanche 29 mars qu'il avait «confiance en Jean-Pierre Soisson et Jean-Marie Rausch», élus vendredi à la présidence des régions Bourgogne et Lorraine. Confronté à MM. François Bayrou (UDF) et Nicolas Sarkozy (RPR) sur le plateau de TF1, M. Joxe, qui fut président de la région Bourgogne d'octobre 1979 à octobre 1982, a déclaré: «Je connais les hommes qui sont en Bourgogne. Je sais très bien qu'entre l'UDF et le RPR vous avez eu un sacré sac de nœuds. Et au troisième tour, lorsque M. Soisson s'est présenté, il y a eu un certain nombre de conseillers régionaux qui ne voulaient pas de Perben et qui ont voté Soisson.» M. Joxe a ajouté, à l'adresse de MM. Bayrou et Sarkozy: «Si vous criez si fort que Soisson a été élu par le FN, c'est que vous savez mieux que personne que c'est faux.»

□ M. Antony (FN) affirme que MM. Rausch et Soisson ont bénéficié de «vengeances personnelles» des élus FN. – M. Bernard Antony, membre du bureau politique du Front national, a estimé que des élus FN s'étaient livrés à des «vengeances personnelles» en votant vendredi 27 mars, pour MM. Jean-Marie Rausch et Jean-Pierre Soisson à la présidence des régions Lorraine et Bourgogne. «Jean-Marie Le Pen ne nous a jamais demandé de nous venger nationalement de la droite. Ce qui s'est passé en Bourgogne et en Lorraine était prévisible, mais à aucun moment prémédité», a ajouté M. Antony, en soulignant que dans ces deux régions, «entre deux forces qui veulent nous assassiner, nous avons choisi de frapper celle qui est la plus dangereuse pour nous».

Le député radical et les voix communistes en 1954

## Le précédent Mendès France

Peut-on refuser les voix d'élus avec lesquels on est en complet désaccord, comme auraient dû le faire, selon l'opposition, MM. Rausch et Soisson? Un précédent existe, c'est celui de Pierre Mendès France qui, en 1954, avait annoncé qu'il n'accepterait pas d'être élu grâce aux voix du PC.

M. Gérard Longuet, en récusant par avance les voix de l'extrême droite pour le vote à la présidence du conseil régional de Lorraine, a-t-il eu un comportement «mendésiste»? Lorsque Pierre Mendès France, député radical de l'Eure, a sollicité, le 18 juin 1954, l'investiture de l'Assemblée nationale pour devenir président du conseil, il avait également récusé, avant le vote, les voix des députés communistes. Mais le président du conseil désigné par le président de la République, René Coty, l'avait fait sans équivoque à la tribune même de l'Assemblée nationale.

Le président du groupe communiste, François Billoux, avait en effet annoncé le soutien de ses quatre-vingt-neuf amis. C'était la première fois depuis 1947 que les élus du parti qui dirigeait alors Maurice Thorez votaient l'investiture d'un chef de gouvernement de la IV<sup>e</sup> République. Pierre Mendès France, sans nommer davantage les élus communistes, avait seulement précisé que son appel à voter pour lui s'adressait à «une majorité constituée par des hommes qui n'ont jamais, directement ou indirectement, épousé la cause de ceux qui nous combattent». L'allusion était assez claire puisque l'on était alors à la fin de la guerre d'Indochine, que Dien-Bien-Phu venait de tomber et que le Parti communiste avait toujours dénoncé «l'expédition coloniale» française et pris fait et cause pour le Vietnam qui «combattait» la France.

## «Cadeau empoisonné»

Bien qu'annoncé d'un ton serein, sans emphase, le refus de Pierre Mendès France fut reçu par les communistes comme une cinglante et méprisante rebuffade. D'autant plus que, dans ses réponses aux parlementaires, le président du conseil devait préciser clairement qu'il écartait le «cadeau empoisonné» des voix communistes. Il les eut malgré cela. Mais, avec 419 suffrages au total, il dépassait la majorité constitutionnelle requise de 11

voix malgré la soustraction mentale et politique des suffrages communistes. D'ailleurs, il avait fait savoir qu'il aurait sur-le-champ remis sa démission s'il n'avait dû son élection qu'à l'appoint des voix communistes. Il pouvait donc aisément s'en passer.

Edgar Faure, qui, à l'époque, était très proche de Pierre Mendès France, rapporte dans ses *Mémoires* que «le trait décoché au PC avait été décisif, mais il ne fut jamais oublié». Et il ajoute: «En assurant ainsi son succès gouvernemental de 1954, Pierre Mendès France avait scellé son échec électoral de 1968», lorsqu'il fut battu à Grenoble aux élections législatives en raison de la défection des voix communistes.

Les dirigeants communistes, qui n'éprouvaient aucune sympathie pour la personne de Pierre Mendès France et aucun penchant pour sa politique, avaient été cependant sensibles depuis plusieurs mois à quelques reproches venant de leur base et, plus largement, de l'opinion. Les gouvernements se succédaient de crise en crise, la guerre d'Indochine s'embourbait et le discrédit frappait tous les élus, accusés d'être incapables de dégager des majorités de gouvernement.

Or, Pierre Mendès France apparaissait différent des autres et proposait des solutions qui semblaient à la fois plus réalistes et plus progressistes. Les communistes, qui avaient, un an auparavant, refusé une première investiture au député de l'Eure, ne voulaient pas, cette fois encore, compromettre les chances de paix en Indochine et s'en faire attribuer la responsabilité.

Si le gouvernement Mendès France a commencé dans des conditions inhabituelles, il s'est terminé, le 5 février 1955, dans un climat insolite. Renversé ce jour-là par 319 voix contre 273, le président du conseil a enfreint toutes les coutumes et les règles parlementaires en remontant à la tribune du Palais-Bourbon après l'annonce du scrutin pour dire: «Ce qui a été mis en marche dans ce pays ne s'arrêtera pas. Les hommes passent, les nécessités nationales demeurent.» Il n'a pas pu poursuivre car toute l'opposition, alors, s'est dressée et l'a inactivé, l'accusant d'en appeler de cette façon au pays contre les élus. L'institution parlementaire ne lui pardonnera d'ailleurs jamais réellement cette rupture avec la tradition.

ANDRÉ PASSERON

PRIX, CHOIX, DÉLAIS!

Venez comparer avant de commander votre PEUGEOT

10 jours champions PEUGEOT

Plus vite, moins cher!

NEUBAUER

vend et loue des PEUGEOT

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎42.89.55.91  
 • 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52 • 4, rue de Châteauudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34